

La société Variscan Mines a obtenu trois permis d'exploration en Centre Bretagne pour les zones dites de Loc-Envel, Silfiac et Merléac. En tout, 73 communes sont concernées dans les Côtes d'Armor et le Morbihan. Soit une superficie de 92.000 ha.

La Région souhaite, toujours, « une transparence totale »

Quelle est la position de la Région sur les projets miniers centre bretons ? Discrète sur le sujet, la Région Bretagne a voté le 27 juin 2014 un « vœu » à l'unanimité, transmis au ministère de l'Intérieur : « pour une vraie transparence et un vrai débat démocratique en matière de recherches minières en Bretagne ». « Notre interrogation porte sur la sincérité de la nature de ces demandes compte tenu : de l'ampleur des surfaces concernées et des sommes engagées dans l'exploration, sans garantie de résultats ; de la société ayant déposé ce permis, connue comme cherchant une rentabilité à court terme, et ceci d'autant plus qu'elle n'est pas spécialisée dans l'approvisionnement en France en métaux ». Depuis ce vœu ? Rien. A l'époque, la Région s'exprimait sur les deux projets miniers de

Merléac et Loc-Envel. Plus tard, celui de Silfiac a été déposé. Deux ans après, ce vœu a-t-il été entendu ? Depuis plusieurs mois, élus (les maires des zones concernées mais aussi deux députés, Philippe Noguès et Annie Le Houérou, et un sénateur, Joël Labbé) et les collectifs d'opposants ne décolèrent pas (lire page 3, la question au gouvernement d'Annie Le Houérou) et pointent une certaine « opacité » (lire Le Poher du 2 mars). La zone des trois permis délivrés couvre, en partie, l'aire géographique du Pays Cob. Richard Ferrand est référent du Conseil régional pour le Pays Cob. Il rappelle qu'« il incombe aux services de l'Etat d'assurer cette transparence ». Egalement député, Richard Ferrand explique par ailleurs que la réforme du code minier n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Opposition aux projets miniers : Olivier Caillebot prépare un documentaire



Olivier Caillebot, documentariste centre breton.

Après avoir raconté l'histoire de la Bretagne avec son acolyte, l'historien Jean-Jacques Monnier, Olivier Caillebot a pris goût à la réalisation, et au documentaire en particulier. Et c'est sur l'histoire du moment, les projets miniers en Centre Bretagne, qu'il se penche aujourd'hui. Le documentaire doit sortir dans l'année, sur internet dans un premier temps (gratuitement).

Quel est le point de départ de ce documentaire ?

Je réalisais une enquête qui m'a amené à m'intéresser aux anciennes mines d'uranium dans le Trégor. J'ai ensuite pris connaissance des projets miniers de Variscan Mines en Bretagne. J'ai filmé les premières réunions du collectif Douar Didoull (NDLR : collectif opposé au projet minier de Loc-Envel). (...) C'est une particularité du Kreis Breizh : même s'il n'est pas dense démographique-

ment, ça bouge très vite, il y a une forte réactivité. Une chose est également marquante, c'est la culture du respect de la nature.

Qu'est-ce qui vous intéressait ?

Ce qui m'intéressait c'est bien le traitement des mines dans le monde. Les miniers, une fois qu'ils ont exploité, s'en vont et laissent la mine en l'état. On laisse la pollution. Dans 100 % des cas, rien n'est fait pour dépolluer. C'est ensuite aux municipalités de tout gérer... A Loc-Envel, il faut savoir que c'est le château d'eau de la Bretagne. Il alimente des villes comme Brest ou Lorient.

Le documentaire est-il devenu militant ?

Il l'est devenu par la force des choses. J'ai découvert le fonctionnement de ce collectif, très sérieux, très organisé. Au lieu d'aller à la pêche le dimanche ou jouer au foot,

ils passent leur temps à contribuer à défendre les autres. Ce documentaire raconte comment des intérêts économiques imposent leur vue aux gouvernants. Ensuite, c'est la préfecture qui met la pression sur les élus. Sans compter que Variscan a une stratégie très agressive.

Le prospecteur minier a le soutien de l'Etat ?

L'Etat n'est pas neutre. Son rôle, c'est un peu comme demander à des gendarmes d'escorter des cambrioleurs qui iraient fracturer notre domicile.

Vous revenez également sur la place des élus locaux ?

On sortait des municipales en 2014, il y a eu beaucoup de nouveaux maires à qui on a fait miroiter des emplois. Il faut être clair : en terme d'emploi ce sera zéro. Car la création d'emplois hyperspécialisés va en détruire d'autres (agriculture, tourisme). Sans compter la dévaluation de l'immobilier.

Comment envisagez-vous la suite du mouvement ?

Le collectif Douar Didoull partait de zéro, aujourd'hui une prise de conscience globale est en train de se faire. Celle-ci doit se traduire, pour empêcher ces projets, par une mobilisation populaire, à commencer par interdire à Variscan l'accès à son champ ou à sa propriété (...). Dans le film, je reviens sur le passé minier de la Bretagne. Plusieurs projets importants ont été abandonnés grâce à de fortes mobilisations.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS LE DÙ